

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 18 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAGRIT

**PUY DE MARMION
ZA DE LA PETITE BORDE
19200 Ussel**

Références : 2025-11-18 UiD192025-0123r georisques
Code AIOT : 0100294025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement MAGRIT implanté PUY DE MARMION ZA DE LA PETITE BORDE 19200 Ussel. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAGRIT
- PUY DE MARMION ZA DE LA PETITE BORDE 19200 Ussel
- Code AIOT : 0100294025
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise MAGRIT SA est spécialisée dans la plomberie, l'installation de sanitaires, l'achat et la vente de matériel radio-électrique et électroménager, la production et la vente d'électricité par utilisation des énergies renouvelables et notamment l'énergie photovoltaïque.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Installations classées pour la protection de l'environnement | Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a évacué vers des filières autorisées et adaptées, tous les déchets dangereux (amiante) stockés illégalement sur la parcelle AD 134 située sur la commune d'Ussel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations classées pour la protection de l'environnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Installations classées pour la protection de l'environnement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/06/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025 |
| Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. |
| Constats : Il avait été constaté, le 24/06/2025, sur la parcelle AD 134 (commune d'Ussel), le dépôt d'une trentaine de tonnes de déchets de plaques en fibrociment contenant de l'amiante stockés dans des big-bags. L'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation pour une quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 1 t. L'exploitant ne disposant d'aucun arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter ce type d'installation, il s'est engagé par courriel du 09/07/2025 à évacuer avant le 15/09/2025, vers des filières autorisées et adaptées, tous les déchets dangereux (amiante) stockés illégalement sur la parcelle AD 134 situées sur la commune d'Ussel. L'inspection du 07/10/2025 a permis de constater que tous les déchets dangereux (amiante) ont été évacués vers un site autorisé et adapté (fourniture des bordereaux l'attestant). |
| Type de suites proposées : Sans suite |